

LE CAS DE KAO-KANG

La première grande convulsion au sein de la direction du P.C. chinois depuis la victoire sévissait il y a déjà un certain temps et a été rendue publique à la Conférence nationale qui s'est déroulée du 21 au 31 mars dernier.

La Conférence a décidé à l'unanimité d'exclure du Parti le « chef du complot anti parti et rénégal juré Kao-Kang, ainsi que son autre chef Jao-Shu-Shih et de les destituer de tous les postes qu'il occupaient dans le Parti et hors du Parti ». La Conférence a d'autre part considéré « comme justes les mesures prises par le Bureau Politique du Comité Central à l'égard des camarades Hsiang Ming, Chang Hsiu-han, Chang Ming-Yuan, Chao Teh Tsun, Ma Hung, Kao Feng et Chen Po-Tsun qui ont pris part à l'activité du bloc antiparti Kao Kang - Jao Shu Shih. » Kao Kang, dirigeant du Nord-Est de la Chine (Mandchourie), qu'il aurait voulu transformer en « son royaume indépendant », et ancien président du Plan « se suicida » dans l'intervalle compris entre la IV^e session du C.C. du P.C. chinois et la Conférence nationale, « dénonçant par là même sa trahison à l'égard du Parti. »

Jao Shu Shih « le principal allié de Kao Kang » appartenait à la direction de la Chine de l'Est. Tous les autres noms mentionnés dans la résolution de la conférence sont ceux de membres du C.C. du P.C. chinois et de hauts dignitaires du gouvernement et de l'armée.

Selon cette même résolution, l'activité « antiparti » de Kao Kang daterait de 1949, celle de Jao Shu Shih de 1943. Kao Kang est accusé d'avoir voulu s'emparer de la direction du Parti sur la base d'une « théorie » absolument absurde selon laquelle le P.C. chinois se composerait de deux partis : l'un serait le parti dit « des bases révolutionnaires et de l'armée » et l'autre le parti « des régions blanches » et selon laquelle « le Parti a été créé par l'armée. »

Jao Shu Shih est plus particulièrement accusé d'avoir cherché « à mener une politique déviationniste de droite de capitulation devant les capitalistes, les grands propriétaires fonciers et les koulaks, à la ville et à la campagne. »

Il est naturellement difficile, sur la base d'un texte rédigé dans le plus pur style des condamnations stalinienne, de discerner LES VRAIS MOTIFS IDEOLO-

GIQUES de la lutte qui a eu lieu au sein de la direction du P.C. chinois. Un élément qui rendra probablement cette affaire plus claire sera la publication du « premier plan quinquennal de développement de l'économie nationale de la R.P. de Chine » discuté et modifié par la Conférence nationale avant qu'il soit bientôt approuvé par la II^e session de la première législature de l'Assemblée Nationale chinoise. Car incontestablement la lutte a surgi en tant que reflet inévitable au sein du P.C. « de la complexité croissante et de l'aggravation de la lutte de classe en Chine », dans ce pays qui réalise maintenant « l'industrialisation socialiste et la transformation socialiste de l'agriculture, de l'industrie artisanale et de l'industrie et du commerce capitalistes ».

Nous sommes loin de l'idyllique perspective de la « démocratie populaire », d'une collaboration harmonieuse de toutes les classes pour toute une période, avant de pouvoir atteindre « l'étape socialiste de la révolution » et le régime de la « dictature du prolétariat ». La réalité a détruit impitoyablement les bâtardeaux et les monstres « théoriques » de la pensée stalinienne quant à la nature et au développement de la révolution chinoise (et de toute révolution en notre temps) qui furent chers à la direction chinoise, pour la forcer à reconnaître dans les faits son caractère PROLETARIEN, SOCIALISTE ET PERMANENT.

Mais on ne badine pas sans danger avec la théorie marxiste révolutionnaire. Le fait que les questions fondamentales de la nature et de la dynamique de la Révolution chinoise n'ont jamais été éclaircies correctement pour le P.C. chinois, sur lequel pèse par contre l'héritage « théorique » et organisationnel faux et bureaucratique du stalinisme et la réalité sociale du pays, arriéré et en majorité paysanne, a comme conséquence la naissance dans ce Parti de tendances idéologiquement confuses, cherchant à exprimer les pressions divergentes de classe. Ces pressions, loin de diminuer, s'intensifient en effet dans la mesure où la révolution chinoise aborde la solution de tâches proprement dites socialistes.

Sans risquer d'extrapoler trop arbitrairement, nous pouvons avancer que la lutte sanctionnée par la ré-

cente Conférence Nationale du P.C. chinois semble avoir eu comme fond véritable ceci :

Une tendance du P.C. chinois a voulu théoriser en fait l'expérience particulière du P.C. chinois depuis 1927 et surtout celle de la prise du pouvoir sur la base de la révolte paysanne et des armées paysannes. Dupée sur le plan théorique par cette expérience particulière, « unique », elle cherchait à mettre par trop unilatéralement l'accent sur les campagnes, sur la paysannerie, « bases révolutionnaires » et l'armée, en minimisant par contre l'importance des « régions blanches » des villes, du prolétariat, qui avaient peu contribué à la victoire.

Mais sur le plan social, une telle tendance était portée à exprimer naturellement la pression des forces antiprolétariennes, nepistes, celle des paysans néo-petits bourgeois, des koulaks, des capitalistes, opposés ou freinant une industrialisation et une collectivisation plus poussées.

Et c'est - ô, ironie de l'histoire ! - le noyau de la direction officielle autour de Mao Tse Tung et de Chou en Lai, qui prend maintenant la défense du caractère et des besoins prolétariens socialistes de la révolution, et qui cherche avant tout l'appui des villes, du prolétariat pour résister aux pressions hostiles, extérieures et intérieures au Parti.

Quelle meilleure revanche de la théorie et... du trotskysme, de la révolution permanente pouvait-on imaginer !

Evidemment, ce n'est pas avec la manière organisationnelle stalinienne, renforçant un véritable contrôle policier à l'intérieur du Parti, qu'il est possible et indiqué de défendre une position théorique et une orientation politique plus justes, comme le fait actuellement la tendance Mao Tse Tung-Chou en Lai contre ces infortunés Kao Kang et autres. C'est par une véritable autocritique du passé et l'instauration d'un véritable climat de démocratie prolétarienne au sein du P.C. chinois - admettant la légitimité des tendances idéologiques - que celui-ci pourra s'acquitter avec succès des immenses tâches qu'il a encore à accomplir dans le processus de la grande révolution permanente chinoise.

Mais cela exigerait très probablement une autre véritable révolution au sein de ce parti !

M. PABLO.

Il y a un an, à Dien-Bien-Phu...

L'épopée de Dien-Bien-Phu doit être rangée parmi les plus grandes batailles ouvrières, parmi les plus grandes victoires populaires. C'est la revanche éinglante des masses coloniales opprimées depuis des centaines, piétinées, bafouées, méprisées.

On évoqua beaucoup la myopie, l'incapacité de l'état-major français dans cette opération. La mot à la mode parmi les officiers d'Indochine c'était : « L'état-major cherche une cuvette pour y enfermer 10.000 hommes ».

Le choix de Dien-Bien-Phu n'était pas un hasard, en réalité. Si c'était un lieu éloigné français, il n'était par contre proche du grand carrefour où se rejoignent la Chine, la Birmanie, la Thaïlande le Laos. Ce choix de Hanoi et des bases d'approvisionnement s'inscrivait dans la défense du Sud-Est asiatique et de l'internationalisation de la guerre du Vietnam à bref échéance.

Dien-Bien-Phu fut un moyen pour l'internationalisation du conflit qui, seule pouvait tirer le corps expéditionnaire du mauvais pas. Ce trait imprégna toute la bataille. Navarre attendit l'intervention américaine qui faillit du reste se produire. L'inactivité de l'état-major durant la bataille découla de l'attente de cette intervention. Il a été démontré que la retraite de la garnison pouvait être entreprise au début de la bataille, mais Navarre ne l'a pas voulu parce qu'il espérait et désirait l'intervention américaine.

Navarre alléguait aussi la surprise des moyens puissants mis en œuvre par le Viet-

Minh. C'est en réalité la puissance combattive de l'armée populaire animée de sa volonté inébranlable d'émancipation qui bouleversa les idées préconçues des grands stratèges de l'école de guerre.

Le commandant d'artillerie de Dien-Bien-Phu se brûla la cervelle parce qu'il fut incapable d'atteindre les batteries de l'armée populaire qui avaient été hissées à dos d'hommes au sommet des montagnes, chose qui n'était prévue dans aucun manuel d'artillerie.

Le fond du problème fut mieux approché par ces jeunes officiers français faits prisonniers à Dien-Bien-Phu qui déclarèrent à leur libération au correspondant de « France-soir » :

« Au fond, nous, les jeunes prisonniers, nous étions tous d'accord sur le diagnostic. Pour nous, le drame d'Indochine était celui d'un corps expéditionnaire classique qui n'avait pas su faire face à une armée révolutionnaire. Dans ce camp — où l'on touchait la réalité vietminh — l'aveuglement permanent du commandement nous paraissait prodigieux : il avait combattu la Révolution, sans savoir ce qu'était une armée populaire, il avait poursuivi la guerre de l'école de guerre. »

« Lorsque nous avons été libérés, plusieurs de mes camarades ont voulu quitter l'armée. Je leur ait dit :

« — Nous autres les prisonniers avons maintenant un devoir à remplir. Nous avons, nous, ce qu'est la force du Vietminh. Or, le Vietminh n'est qu'une petite chose à côté de la Chine. Nous devons répandre ces connaissances dans l'armée française : ainsi nous la sauverons peut-être. »

Suite de la page 7

Les élections chez Fiat à Turin

Il y a d'abord des conditions objectives qui ont favorisé ce glissement. Depuis plusieurs années, les ouvriers de la FIAT ont eu leurs conditions améliorées relativement à celles des autres ouvriers italiens.

Mais la raison principale se trouve dans la politique suivie par la direction de la C.G.T. italienne depuis des années. Au lendemain de la guerre, lors de l'attentat contre Togliatti, alors que les ouvriers étaient pleins de combativité, la direction syndicale a, à plusieurs occasions, freiné les ouvriers.

Plus tard, quand on connut une période relativement calme, quand chez FIAT commencèrent des difficultés, la direction fit preuve à maintes reprises, d'opportunisme. A l'automne 1951, le patronat de chez FIAT décida une diminution générale des heures de travail et, en conséquence, impose de cette façon une diminution des salaires. Les ouvriers entrent en lutte spontanément, mais de manière désordonnée et fragmentaire. La direction syndicale loin de donner un objectif précis à la lutte intervient pour l'arrêter.

Quelques semaines plus tard, la direction sous un prétexte quelconque licencia 20 militants syndicaux de l'établissement Mirafiori. Les ouvriers veulent répondre par une grève chez FIAT et dans toutes les usines de Turin. La C.G.T. intervient pour suspendre la grève, pour des raisons « nationales ». En août 53, la FIAT poursuit son offensive contre le comité d'entreprise. Le 25 août les ouvriers commencent la grève. La C.G.T. la limite à une durée de 4 heures !

Une telle politique devait inévitablement conduire aux résultats des élections du 29 mars.